Le Monde Afrique • BURKINA FASO

Dans le nord du Burkina Faso, la bataille quotidienne des femmes pour quelques litres d'eau

Marcher, remplir, pousser. Chaque jour, le même ballet bringuebalant. A 180 km de la capitale Ouagadougou, la « corvée d'eau », réservée aux femmes et aux enfants, est devenu un calvaire.

Par Sophie Douce (Ouahigouya, Burkina Faso, envoyée spéciale)

Publié hier à 18h00, mis à jour à 07h37 • Lecture 5 min.

¶ **Pour ne rien manquer de l'actualité africaine, inscrivez-vous à la newsletter du *« Monde Afrique »* depuis ce lien.** Chaque samedi à 6 heures, retrouvez une semaine d'actualité et de débats traitée par la rédaction du *« Monde Afrique »*.

Le 9 novembre 2022, Awa Sawadogo pousse sa citerne de 200 litres, à Ouahigouya, dans le nord du Burkina Faso. Pour assurer les besoins de sa famille, elle doit faire cette corvée matin et soir. SOPHIE DOUCE

Le soleil se lève à peine sur Ouahigouya et, déjà, la ronde des femmes s'anime autour des fontaines de cette grande ville du nord du Burkina Faso. Certaines guettent le gargouillement des conduits vides, d'autres se hâtent avec leurs bidons en plastique devant les premiers filets d'eau. On jongle entre le tuyau et son bébé dans le dos. On accroche quelques jerricanes remplis à ras bord sur son vélo ou on les entasse dans une charrette, qu'il faudra encore transporter à bout de bras jusque chez soi.

Marcher, remplir, pousser. Chaque jour, le même ballet bringuebalant. A Ouahigouya, le chef-lieu de la région du Nord, à 180 km de la capitale, la *« corvée d'eau »*, réservée aux femmes et aux enfants, est devenu un calvaire. A la sécheresse s'ajoute l'afflux des déplacés fuyant les violences dans la

compétition pour des ressources déjà rares. En quelques années, la population de la ville a doublé avec l'arrivée de plus de 140 000 réfugiés. Au Burkina Faso, où près de 40 % du territoire échappent au contrôle des autorités, les groupes djihadistes utilisent de plus en plus la soif pour assiéger les villages et faire fuir les populations.

Stratégies

11 heures. Sous le souffle sec et poussiéreux de l'harmattan, Awa Sawadogo traîne un gros baril métallique sur un chariot à pneus, dans le secteur 1 de Ouahigouya. Elle n'a que quelques mètres à parcourir jusqu'à la fontaine de son quartier, mais il s'agit de son troisième aller-retour de la journée. Dans la cour en terre ocre de sa maison en location, le robinet raccordé au réseau public de distribution n'a jamais fonctionné.

« Pas le choix », rétorque cette femme de 40 ans en tentant d'oublier son dos qui lui fait mal et son poignet endolori par une vieille fracture. Ils sont dix-neuf à la maison et les réserves tarissent vite. Elle a dû fuir à pied Barga, un village situé plus au nord, après une attaque terroriste il y a un an. Depuis l'autre épouse de son mari reste à la maison car elle a trop peur de sortir. Lui erre en ville, à la recherche d'un travail. Quand elle n'est pas occupée à chercher de l'eau, Awa Sawadogo vend dans la rue des sachets d'épices pour pouvoir acheter ses barils d'eau à 150 francs CFA (0,20 euro) les 200 litres et de quoi faire les repas. A Barga, l'eau du puit devant sa cour était gratuite. Cette ancienne paysanne n'en manquait jamais pour arroser ses champs de mil. En ville, *« la terre est trop pauvre pour cultiver »*, regrette-t-elle.

Lire aussi : « La question de l'eau n'est pas assez abordée » : la COP27 vue par des journalistes africains

Ouahigouya a soif. Pour atteindre les bornes et éviter des queues qui peuvent durer plusieurs heures, les femmes usent de stratégies. Certaines déposent leurs bidons dans la nuit pour réserver leur place, avant de revenir à l'aube. Les va-et-vient s'éternisent jusqu'au soir, empiétant sur le temps de travail et, pour les enfants, sur leurs devoirs. Ici, les ménages les plus pauvres n'ont accès en moyenne qu'à 7 litres d'eau par jour et par personne alors que la norme internationale recommande un minimum de 15 litres dans les sites en situation d'urgence.

Face à la demande croissante, le réseau public, déjà vétuste, est saturé et s'use vite. L'Office national de l'eau et de l'assainissement (Onea), chargé de la distribution dans les villes, est obligé d'alterner les jours d'approvisionnement par secteur. *« Il est crucial de maintenir une bonne pression dans les bornes pour éviter les files. Mais plus on pompe, plus la nappe baisse et le débit diminue »*, explique Thierry Dikoume, spécialiste de l'eau au sein de l'ONG Solidarités International, qui réalise des opérations de réhabilitation et de réparation des infrastructures dans la région. A Ouahigouya, l'une des dernières zones de refuge de la région, le flux des déplacés est tel que les nouveaux arrivants sont désormais contraints de s'installer dans les quartiers non raccordés au réseau d'eau potable et d'électricité.

« Attendre des heures à la pompe »

Dans cette région semi-aride, durement touchée par la crise climatique, la sécheresse grignote les terres. Les mois les plus chauds, les températures moyennes dépassent 40 °C et les retenues d'eau tarissent. A quelques kilomètres de Ouahigouya, le barrage de Goinré, principale source d'approvisionnement de la ville, est resté à sec de février à juin, jusqu'à l'arrivée des premières pluies.

« Les précipitations ont été si faibles en 2021 que le niveau de remplissage du barrage était inférieur de 40 % au niveau de la fin de la saison précédente », explique Alphonse Sandwidi, technicien à la direction régionale de l'eau et l'assainissement du Nord. La pratique du maraîchage crée une pression supplémentaire sur les réserves soumises à l'évaporation du fait des fortes chaleurs. Et l'érosion des sols contribue à l'ensablement du barrage.

Lire aussi : Au Burkina Faso, les autorités prônent la « mobilisation patriotique » face à la menace terroriste

Pour faire face aux besoins, le pompage des eaux souterraines s'accroît et menace des nappes phréatiques déjà polluées par endroits par l'arsenic, utilisé dans les sites miniers voisins. Les forages privés, rarement encadrés, se multiplient. Il y a un an, le commerçant Salifou Ganamé a décidé de transformer son entrepôt de céréales en borne-fontaine, pour soulager sa famille et son quartier. Ça n'était plus possible, *« il fallait attendre des heures à la pompe, ça finissait souvent en disputes »*, rapporte-t-il en disant avoir investi *« plusieurs millions de francs »* de ses économies pour forer à 85 m de profondeur dans sa cour.

Dans le nord du Burkina Faso, de nombreux villages se sont vidés à cause des attaques djihadistes. Ici, des maisons désertés, le 11 novembre 2022. SOPHIE DOUCE

Face aux pénuries chroniques, la colère monte. Chaque année, des groupes de femmes manifestent, bidons vides à la main. *« On interpelle les autorités depuis 2015, les populations se sentent abandonnées »*, fustige Tidiani Savadogo, porte-parole de Sauvons le Yatenga, un mouvement créé pour dénoncer la dégradation générale des conditions de vie.

Cité fantôme

Dans ce pays enclavé du Sahel, plus de 2,5 millions de personnes, soit un Burkinabé sur dix, sont en situation de stress hydrique. Le manque d'accès à l'eau potable attise les tensions entre les populations déplacées et les communautés hôtes, ainsi que les conflits entre les éleveurs et les cultivateurs. Les groupes armés multiplient les attaques ciblées contre les installations hydrauliques. Destruction de groupes électrogènes et de pompes, empoisonnement des eaux au carburant ou avec des carcasses d'animaux… De janvier à octobre, 58 points d'eau, ainsi que des infrastructures indispensables à l'approvisionnement des communes, ont été sabotés dans le pays, impactant plus de 830 000 personnes, selon les données des acteurs humanitaires.

Lire aussi : L'ambassade de France demande au Burkina Faso de renforcer sa protection après des manifestations

Dans le ciel de Ouahigouya, les hélicoptères défilent. De nombreux villages de la région sont tombés sous l'emprise des djihadistes. Il est devenu trop dangereux pour les agents de l'Etat de s'aventurer par la route pour assurer la maintenance des sites. Dans les zones enclavées, l'ONG Solidarités International tente d'acheminer par les airs des kits de réparation et des filtres, pour purifier l'eau insalubre. Les cas de maladies hydriques, telles que la diarrhée, l'une des premières causes de la mortalité infantile, s'aggravent.

Le grand projet de raccordement au barrage de Guitti, à 60 km de là, est le *« dernier espoir »* des autorités pour ravitailler la ville et ses villages environnants, dans les années à venir. Mais en raison de l'insécurité, les travaux, financés par l'Agence française de développement (AFD), qui devaient se terminer en 2023, n'ont toujours pas commencé. En attendant, Barga, le village d'Awa Sawadogo est devenu une cité fantôme.

Sophie Douce (Ouahigouya, Burkina Faso, envoyée spéciale)

Services